

La ZAD menacée d'expulsion

Dans quelques semaines, une grande conférence sur le climat, COP21, va avoir lieu à Paris. Des dizaines de ministres, chefs d'État et autres décideurs vont venir parader dans la capitale pour nous faire croire qu'ils peuvent encore arrêter le désastre écologique.

En septembre, Manuel Valls déclarait : "C'est à nous, c'est à la France, de faire que tous les pays du monde lèvent les yeux". La France se pose donc en chef de file de l'écologie, et tente de réaffirmer une unité nationale à travers la question du climat.

Dans le même temps, le gouvernement annonce la reprise du chantier de l'aéroport de Notre-Dames-Des-Landes pour janvier impliquant l'expulsion de ses habitants, la destruction du bocage, de ses cultures et de ses espèces protégées. Il ne s'agit pas d'une simple contradiction de la part du gouvernement. Sa motivation première, autour de la COP21 ou de la ZAD, c'est avant tout de réaffirmer sa croyance en l'Économie, que ça soit en passant par l'écologie ou par son illusion d'unité nationale.

Que veut détruire le gouvernement ?

En 2012, le gouvernement tente une première fois d'expulser la ZAD (Zone à Défendre) avec l'opération César qui a mobilisé plusieurs milliers de flics. En vain. Les récentes déclarations de Valls promettent une nouvelle opération d'envergure.

Depuis l'échec des premières expulsions, Notre-Dame-des-Landes est devenue un symbole et un exemple bien vivant. Un symbole car ce conflit nous prouve que la victoire est possible. Partant du refus d'un

projet grotesque d'aéroport, celles et ceux qui luttent ont surmonté la résignation et la peur, ont combattu les brutalités des forces de l'ordre et le cynisme des bétonneurs. Sur les barricades et dans les tribunaux, présents dans la rue comme pour écrire des recours juridiques, les opposant-e-s ont su dresser les multiples fronts qui mettent un point d'arrêt à l'avancée du projet. Mais, peut-être, plus que tout si la résistance n'a jamais faiblit, c'est que partant d'un NON à l'aéroport, la ZAD est devenue une terre où s'expérimentent de nouvelles manières de vivre. Les moments vécus entre nouveaux occupant-e-s et ancien-ne-s habitant-e-s à construire des cabanes, cultiver des terres, partager des savoir-faire et à discuter ardemment, en assemblée ou autour d'un verre, ont rendu possible de s'organiser sans les formes partout désavouées de la politique classique, sans le diktat du marché. Ce qui est possible à Notre-Dame-des-Landes est possible ailleurs. C'est aussi cela que le pouvoir veut abattre, cela qu'il nous faut défendre.

Comment faire face depuis Lille ?

Aujourd'hui, il est de plus en plus évident que le pouvoir et l'économie se retranchent de plus en plus derrière leur police. C'est d'ailleurs grâce à elle que le gouvernement entend régler la question de l'opposition à Notre-Dame-Des-Landes : « Il faudrait entre 15 et 18 unités mobiles présentes 24h/24h pour dégager le site. Mais il faut mobiliser cet effectif pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Avec les repos et les jours de congés, cela veut dire qu'il faut un tiers des unités disponibles en France. Pendant ce temps, qui luttera contre la délinquance dans les cités sensibles, qui sécurisera les matchs de foot ou les déplacements de personnalités ? » (source proche du ministère de l'Intérieur).